



Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Lorsque nous sortirons de ce conseil tout à l'heure plusieurs dizaines de classes auront disparu, quelques écoles seront condamnées à fermer, le service public aura un peu plus régressé dans notre département.

A la FSU, nous avons pour habitude de commencer notre déclaration par un discours sur la méthode de travail. Que dire, sinon que celle-ci n'a pas changé, voire qu'elle s'est encore dégradée : calendrier resserré, effectifs globalisés sur les villes, logique uniquement comptable...

Sur le calendrier, outre les délais pour travailler extrêmement courts, le choix de placer le CDEN le jour des vacances depuis plusieurs années maintenant révèle un manque de considération pour les écoles, pour les communes, pour les collègues, les parents et pour les représentants des personnels que nous sommes. Concernant les collègues dont la classe ferme, comment vont-ils être prévenus ? Dans quel délai, sachant que les vacances commencent ce soir et que les opérations de mouvement débutent également ? Nous considérons qu'il y a souffrance au travail et nous soutiendrons nos collègues qui saisiront le CHSCT.

Quant à la globalisation des effectifs sur les villes, y compris les petites communes, l'utilisation de cette logique comptable est incompréhensible et injuste. Elle ne poursuit qu'un seul objectif : récupérer des postes alors que si chaque école était considérée au cas par cas, quasiment aucune fermeture ne serait justifiée et prononcée.

La réflexion sur le tissu scolaire n'a pas servi à grand chose mis à part nous abreuver de chiffres et de statistiques. Quant à l'analyse et la corrélation entre école rurale et résultats des élèves, nous la réfutons.

La Dordogne doit rendre 8 postes au nom de l'équité et de la baisse démographique. Encore et toujours les mêmes arguments. Mesdames et messieurs les élus de proximité, maires, conseillers départementaux, vous connaissez le territoire, vous savez mieux que quiconque les souffrances de la population périgourdine car vous en êtes les témoins au quotidien : désertification, désengagement de l'état, fermeture d'entreprises, fermeture des services publics, paupérisation des familles... Ne pensez-vous pas que la carte scolaire qui nous est proposée va accentuer un peu plus la dégradation du climat économique et social ? Ne pensez-vous pas que votre travail d'élue(e) de la République consiste à peser sur notre gouvernement pour exiger d'autres choix et des moyens supplémentaires pour l'école dans notre département rural ? Si tel est le cas, nous serons à vos côtés pour mener ce combat.

Eduquer, éduquer, éduquer... Nos collègues le font au quotidien avec passion et générosité. Mais attention, beaucoup s'épuisent et se découragent. Avec des effectifs en hausse atteignant et dépassant 25, 26, 27 voire 30 élèves par classe, comment faire face, comment donner le meilleur à nos élèves et comment protéger les plus fragiles d'entre eux ?

Oui, mesdames et messieurs, nous nous répétons cette année encore, nous n'avons pas une carte scolaire de refondation de l'école, mais nous avons tout le contraire, tout cela au nom de la politique libérale, au nom des restrictions budgétaires et hélas au détriment des élèves, des enseignants et des citoyens de notre territoire.

Nous voterons contre cette carte scolaire car elle est néfaste pour le Service Public d'éducation et contraire au projet de transformation sociale que nous portons.

Les représentants de FSU24